

**ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS
DOUANIERS ET LE COMMERCE**

RESTRICTED
GPA/IC/W/7/Add.5
15 novembre 1994

(94-2422)

Comité intérimaire des marchés publics

Original: anglais

QUESTIONNAIRE SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION
DANS LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Réponse des Etats-Unis

La communication ci-jointe contient les réponses de la délégation des Etats-Unis au questionnaire sur les technologies de l'information utilisées dans la passation des marchés publics qui figure dans le document GPA/IC/W/4 en date du 14 septembre 1994.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION UTILISEES DANS LA PASSATION
DES MARCHES PUBLICS

Réponses des Etats-Unis

1. Quelles dispositions sont actuellement prises pour introduire le commerce électronique dans la passation des marchés publics?

Les Etats-Unis ont pris une initiative ambitieuse et de grande ampleur pour exploiter les progrès technologiques réalisés dans le domaine du commerce électronique en vue de renforcer le mécanisme de passation des marchés publics. En octobre 1993, le Président a publié un mémorandum dans lequel il demandait au gouvernement fédéral de passer du système actuel fondé sur des publications imprimées à un procédé électronique pour la passation des marchés publics. La législation récemment adoptée en la matière accentue cet effort. Elle prévoit l'élaboration et la mise en place, au plus tard le 1er janvier 2000, d'une architecture de réseau pour les achats au niveau fédéral ("FACNET") qui s'appliquera à l'ensemble des pouvoirs publics et assurera l'interopérabilité entre utilisateurs. Le réseau FACNET sera installé progressivement, l'accent étant mis dans un premier temps sur les achats inférieurs au seuil applicable à la procédure simplifiée.

Ces dispositions visent-elles les marchés qui relèvent de l' Accord actuellement en vigueur ou les marchés relevant du nouvel Accord qui a été signé? A tous les niveaux des pouvoirs publics?

Au titre à la fois du mémorandum présidentiel et de la législation portant révision des procédures de passation des marchés publics adoptée récemment, il est prévu que tous les départements et organismes finiront par utiliser le commerce électronique pour tous les achats appropriés, y compris les gros marchés visés par l' Accord. Dans un premier temps, toutefois, l'accent sera mis expressément sur les achats de moindre importance inférieurs au seuil applicable à la procédure simplifiée. Il est admis que le passage au commerce électronique pour les gros marchés se fera de manière progressive.

2. Quelle(s) fonction(s) les technologies de l'information rempliraient-elles et qui en seront les utilisateurs?

L'architecture pour le commerce électronique (CE) est élaborée de manière à permettre l'échange d'informations sur les marchés publics par voie électronique à tous les stades de la procédure: avis concernant les projets de marchés, avis d'appels d'offres et réception des soumissions, traitement, adjudication, avis d'attribution des marchés et, lorsque cela est possible, paiement.

3. Quels sont les aspects techniques des systèmes utilisés ou prévus?

Le matériel et l'infrastructure des télécommunications pour le commerce électronique se composent de systèmes automatisés internes d'achat propres à chaque organisme, qui sont interconnectés aux systèmes des fournisseurs par le biais d'un noeud qui est à son tour interconnecté à des réseaux à valeur ajoutée (VAN) nationaux et internationaux accessibles au public. Dans la plupart des cas, un logiciel largement disponible dans le commerce est utilisé pour transposer les données relatives aux achats des organismes sur des formulaires électroniques types qui sont ensuite transmis aux VAN auxquels les fournisseurs auront accès.

4. Quelles sont les éventuelles limites d'accès aux informations disponibles dans les systèmes? Quelle est l'étendue de l'accès potentiel?

Etant donné que le commerce électronique utilise des VAN commerciaux pour assurer la liaison avec les milieux d'affaires, l'accès potentiel pour les fournisseurs intéressés dépend des possibilités d'accès offertes par les VAN. Par exemple, plusieurs des VAN internationaux peuvent assurer un accès mondial, alors que de nombreux VAN nationaux visent essentiellement un accès intérieur et localisé. Pour assurer le plus large accès possible, le système du commerce électronique admettra une gamme étendue de VAN. Cela permettra aux fournisseurs aussi bien étrangers que nationaux d'avoir accès aux bases de données FACNET concernant l'ensemble des pouvoirs publics, lorsque celles-ci seront disponibles.

5 La question de l'interaction entre l'appel d'offres électronique et les obligations concernant la publication et les délais imposés par l'Accord a-t-elle été discutée?

L'objectif fondamental de la transition au commerce électronique est de faciliter l'accès des fournisseurs aussi bien étrangers que nationaux au système fédéral des marchés publics. Loin de limiter l'accès des fournisseurs étrangers, le commerce électronique, grâce à ses caractéristiques, réduira bien des inconvénients que ceux-ci subissent du fait qu'ils sont éloignés de l'entité contractante, en assurant une notification et des possibilités de réponse instantanées.

A court terme, le raccourcissement des délais concernera principalement les achats inférieurs au seuil applicable à la procédure simplifiée. Les achats se situant entre 100 000 et 250 000 dollars pourraient en bénéficier ultérieurement, mais pas avant que le système du commerce électronique ne soit étendu à tous les niveaux des pouvoirs publics. Un petit nombre d'essais pilotes avec des délais écourtés seront également réalisés pour de gros marchés, mais ils auront une signification limitée, car ils porteront sur des volumes et des montants en dollars restreints. En outre, on étudie actuellement s'il serait possible de prévoir les besoins. Si c'était le cas, cela réduirait sensiblement l'incidence du raccourcissement des délais dans les procédures de passation des marchés.

6. Pour les délégations qui utilisent une base de données indiquant les marchés à passer par l'Etat:

i) Quel est le nom de cette base de données?

L'architecture pour le commerce électronique permet aux VAN de recevoir les appels d'offres dès que ceux-ci ont été émis. Le nom de la base de données est déterminé par le VAN.

ii) Depuis combien de temps la base de données fonctionne-t-elle et combien de fournisseurs l'utilisent?

Les entités contractantes n'ont que récemment commencé à demander des prix et recevoir des offres des fournisseurs par voie électronique et à émettre des ordres d'achat sur des formulaires électroniques types.

iii) Les fournisseurs qui utilisent ce système doivent-ils payer une redevance? Dans l'affirmative, quel est le montant de cette redevance et que comprend-elle?

Les VAN perçoivent une redevance pour l'utilisation de leurs services de réseau.

- iv) Les fournisseurs peuvent-ils obtenir la documentation relative aux appels d'offres par voie électronique? Dans l'affirmative, comment?

Les fournisseurs peuvent obtenir la documentation relative aux appels d'offres en se mettant directement en contact avec un VAN qui participe au programme du commerce électronique.

- v) Comment les informations figurant dans la base de données sont-elles organisées?

-

- vi) La base de données a-t-elle d'autres caractéristiques?

En raison de la diversité des services offerts par les différents VAN, cette question devrait être posée directement aux fournisseurs de VAN.

- vii) Quel est approximativement le nombre de marchés à passer par l'Etat qui sont indiqués chaque année sur la base de données?

Environ 4 millions de marchés à passer par l'Etat sont indiqués chaque année.

- viii) Le système est-il géré par les pouvoirs publics ou par une société privée?

Le FACNET est géré par les pouvoirs publics.